



Le bilan de l'économie française en 2003 (n.2858)

Problèmes économiques
La Documentation française

4,5 €

Problèmes économiques

N° 2.858

15 septembre 2004

DOSSIER : LE BILAN DE L'ECONOMIE FRANCAISE EN 2003

60 millions d'habitants en France métropolitaine

Population et sociétés

Gilles Pison

Au cours de l'année 2003, la population en France métropolitaine a augmenté de 0,4 %. La croissance a été un peu plus faible qu'en 2002. Au 1er janvier 2004, la population était estimée en métropole à 59,9 millions d'habitants et les 60 millions devraient être atteints au cours de l'année. La population aura mis deux siècles pour doubler. En 2003, le nombre annuel de décès a augmenté de 4 % par rapport à l'année précédente.

L'augmentation de la population et son vieillissement expliquent en partie cette hausse, mais elle est surtout due à la surmortalité du mois d'août 2003. La canicule a en effet provoqué près de 15000 décès supplémentaires par rapport à la moyenne des mois d'août 2000, 2001 et 2002.

Emploi salarié : les premières pertes d'emplois depuis 10 ans

Unedic

Pour la première fois depuis 1993, l'emploi salarié s'inscrit en recul. Ce mouvement n'est pas sans lien avec le ralentissement de l'activité économique. Les secteurs ont été inégalement affectés : les services et la construction ont enregistré une progression qui n'a pas suffi à compenser le recul enregistré dans le secteur industriel. Les évolutions sont par ailleurs contrastées selon les régions : l'emploi salarié en Ile-de-France accuse une baisse. En revanche, l'axe Atlantique – Méditerranée apparaît très dynamique.

La plus faible croissance depuis 1993

Insee Première

Aurélien Daubaire et Jean – Marie Saunier

Avec une progression de 0,5 % en volume, le produit intérieur brut enregistré en 2003, sa plus faible progression depuis 1993. Pour la troisième année consécutive, l'activité ralentit, en France et, plus largement, dans l'ensemble de la zone euro. Le pouvoir d'achat des ménages français augmente faiblement et leur taux d'épargne recule pour la première fois depuis 1998. Le principal soutien à la croissance réside dans les dépenses effectuées par les administrations publiques. Le net repli des exportations contribue négativement à l'activité. Quant au taux de marge des entreprises non financières, il recule pour la deuxième année consécutive. La faiblesse de l'investissement de ces entreprises pénalise également la croissance. Au total, le déficit public s'est alourdi. Il atteint 4,1% du PIB.

Progression du revenu disponible brut et vigueur de la consommation

Note de conjoncture – INSEE

En 2003, le revenu disponible brut des ménages a progressé de 2,8 % en moyenne annuelle (+ 3,9 % en 2002). Sur l'ensemble de l'année, en raison notamment de la stagnation de l'emploi salarié, les revenus d'activité ont enregistré une forte décélération. L'année 2003 a également été marquée par une très nette reprise des impôts versés par les ménages (+ 4,3 %). Le pouvoir d'achat a ralenti : + 1,2 % contre 2 % l'année précédente. Au cours du quatrième trimestre de 2003, la consommation des ménages a continué d'augmenter. Toutefois, la hausse du chômage tout au long de l'année pourrait limiter à court terme la croissance de la consommation.

La balance des paiements en 2003 : des résultats décevants

Banque de France

L'excédent du compte des transactions courantes de la balance des paiements a baissé en 2003 par rapport à l'année précédente de quelque 10 milliards d'euros, du fait d'un repli marqué de l'excédent des échanges de biens ainsi que d'une chute des recettes et du solde des services. De plus, le déficit du compte de capital s'est considérablement accru. En revanche, le solde du compte financier s'est amélioré de plus de 18 milliards d'euros. Cependant, les investissements directs étrangers en France ont baissé de 20%, ne s'élevant qu'à 41,6 milliards d'euros (chiffre le plus bas depuis 1999), ce qui sous-entend une détérioration de l'attractivité du pays.

Baisse des flux du commerce extérieur

Notes bleues de Bercy

Le commerce extérieur français s'est replié en 2003 : les exportations ont baissé de 3 % et les importations de 2,1 % par rapport à 2002. Les échanges de biens d'équipement ont été les plus touchés par ce repli, ceux de biens intermédiaires et de biens de consommation ont été moins affectés. L'automobile est la seule catégorie qui a bénéficié d'une demande soutenue. En somme, l'excédent commercial est en baisse par rapport à 2002 : il n'atteint plus que 4 milliards d'euros.

Hausse du déficit public sur fond de faiblesse des recettes

Cour des comptes

Le déficit budgétaire s'est élevé à 3,7 % du PIB en 2003. Pour la deuxième année consécutive, le budget de la France ne respecte donc pas les critères de déficit du traité de Maastricht. La dégradation continue des recettes fiscales est partiellement responsable de ce résultat. En effet, les recettes fiscales ont baissé de 2,6 % par rapport à 2002 (après une réduction de 3 % par rapport à 2001). Quant aux dépenses, qui marquent un ralentissement dans leur progression, celles imputées sur le budget général ont néanmoins augmenté de 6,7 % en valeur. Cette situation est également reflétée par l'examen des états financiers de l'État dans la perspective de l'entrée en vigueur de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF).

EGALEMENT DANS CE NUMERO :

FISCALITE

L'impôt sur la fortune : les raisons du repli

Les Notes de l'institut de l'entreprise

Christophe Heckly

L'imposition du patrimoine n'est plus en vogue. En effet, de nombreux pays ont aboli l'impôt sur la fortune ou envisagent de le faire. Cette tendance contraste avec l'enthousiasme qui a entouré cette forme d'imposition il y a encore 30 ans, période durant laquelle les gouvernements y ont vu un bon moyen de redistribution des revenus et des patrimoines. Aujourd'hui, on semble privilégier une autre perspective, prenant davantage en compte des considérations de concurrence fiscale et d'épargne. Mais l'argument le plus fort est la mauvaise relation coût-rendement de cet impôt : en moyenne, les recettes de l'impôt sur la fortune dépassent rarement 1 % du total des recettes fiscales pour un coût de gestion qui arrive largement en tête de tous les impôts.

SCIENCE ECONOMIQUE

The Legacy of John Kenneth Galbraith

Challenge

Richard Parker

Fidèle à sa vocation pédagogique et dans le souci de rendre sa lecture toujours plus utile, Problèmes économiques inaugure, à l'occasion de la parution de ce numéro, la publication d'articles en anglais. Désormais, la revue proposera des textes dans leur version originale, afin de familiariser ses lecteurs avec l'utilisation de l'anglais économique. Le premier article de cette série est consacré à John Kenneth Galbraith qui a fêté ses 95 ans. Considéré par beaucoup comme le dernier des institutionnalistes américains, ancien président de l'American Economic Association, il reste sans doute l'un des économistes les plus connus de l'après-guerre aux États-Unis. À côté de ses activités d'enseignement et de recherche à l'université d'Harvard, il a occupé de multiples fonctions dans l'administration et la politique, les médias et la diplomatie (il fut ambassadeur des États-Unis en Inde au début des années 1960). Bien que J. K. Galbraith soit situé en dehors du courant dominant, nombre de questions qu'il a soulevées - même si souvent cela n'a pas été reconnu explicitement - ont suscité par la suite de nombreux travaux de recherches d'économistes parmi les plus éminents, notamment J.M. Buchanan, H. A. Simon ou T. de Scitovsky.

Année d'édition : 2004 48 pages, 21x27 cm
Réf. : 3303332028580 ISSN : 0032-9304